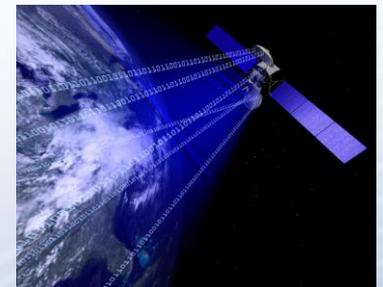


# Est-il encore possible de se protéger...

## Le cas particulier de « international »



Me Eric Barbry  
Avocat  
Directeur du Pôle Droit du Numérique



ALAIN BENSOUSSAN  
LE DROIT DES TECHNOLOGIES AVANCÉES

# Propos introductif

- Contexte : Se protéger ... de l'international
- L'enjeu : La conformité nationale est déjà difficile 😊 alors à l'international !
- Le défi : Appliquer les lois du Monde !
- L'actualité : Toute ressemblance avec ...



# PLAN

1. Le contexte « international »
2. Les risques d'une mauvaise maîtrise
3. Les outils de maîtrise du risque
4. La démarche de réalisation

# 1. Contexte international

1. Ligne économique
2. Ligne technique
3. Ligne juridique



## 1.1 Ligne économique

Couverture mondiale

Interventions  
internationales

Activité hors territoire  
national

## 1.2 Ligne technique

- Ligne technique pure =
  - Cloud
  - Nomade
  - Accès distant
  
- Ligne technico-juridique
  - Ex : Informatique et libertés art 5

I. - Sont soumis à la présente loi les traitements de données à caractère personnel :

1° Dont le responsable est établi sur le territoire français. Le responsable d'un traitement qui exerce une activité sur le territoire français dans le cadre d'une installation, quelle que soit sa forme juridique, y est considéré comme établi ;

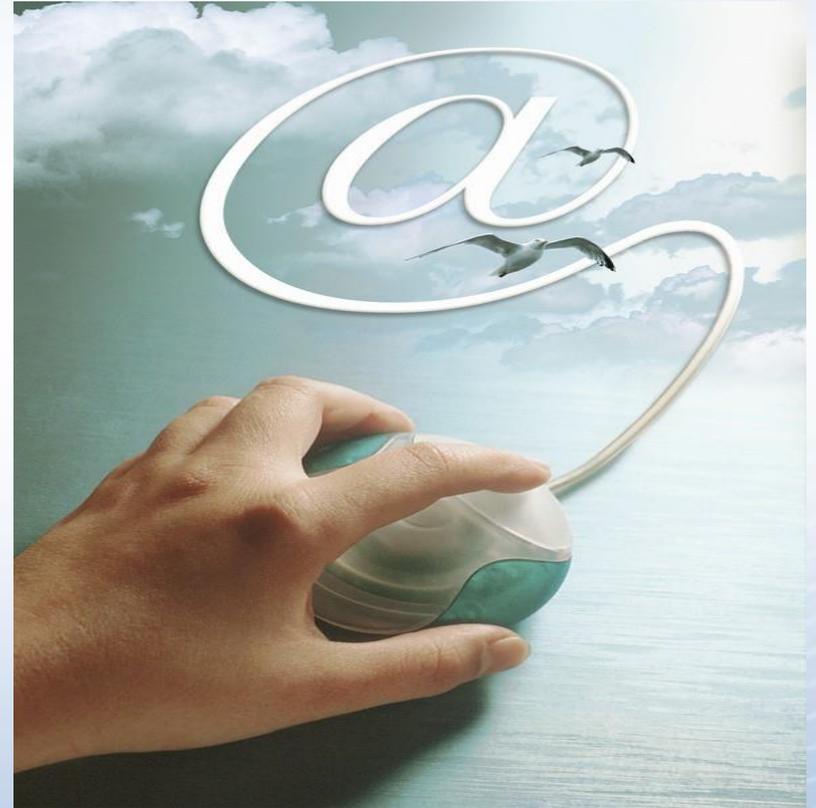
2° Dont le responsable, sans être établi sur le territoire français ou sur celui d'un autre État membre de la Communauté européenne, **recourt à des moyens de traitement situés sur le territoire français**, à l'exclusion des traitements qui ne sont utilisés qu'à des fins de transit sur ce territoire ou sur celui d'un autre État membre de la Communauté européenne.

## 1.3 Ligne juridique

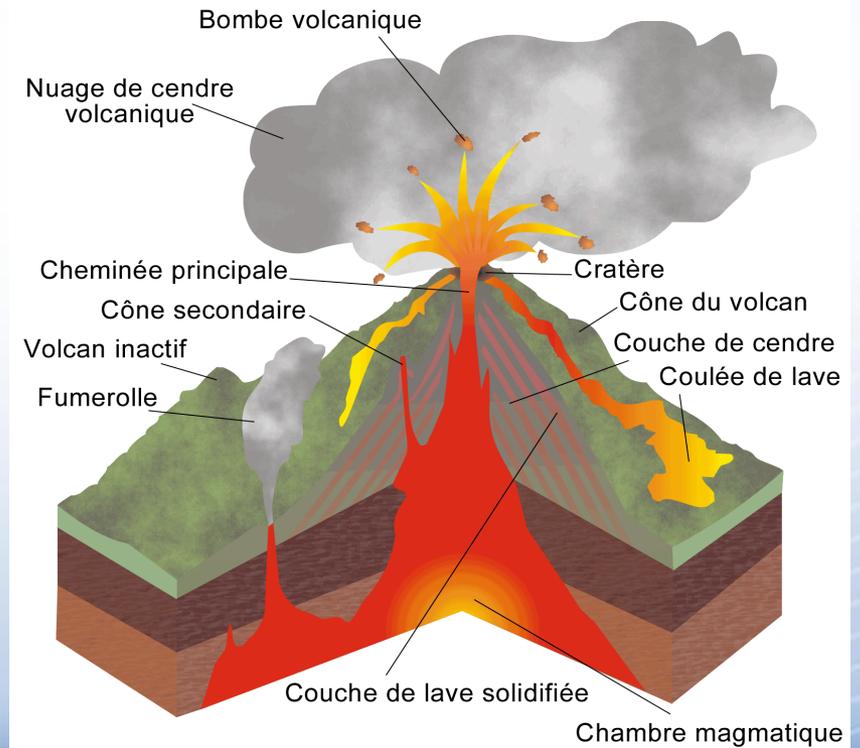
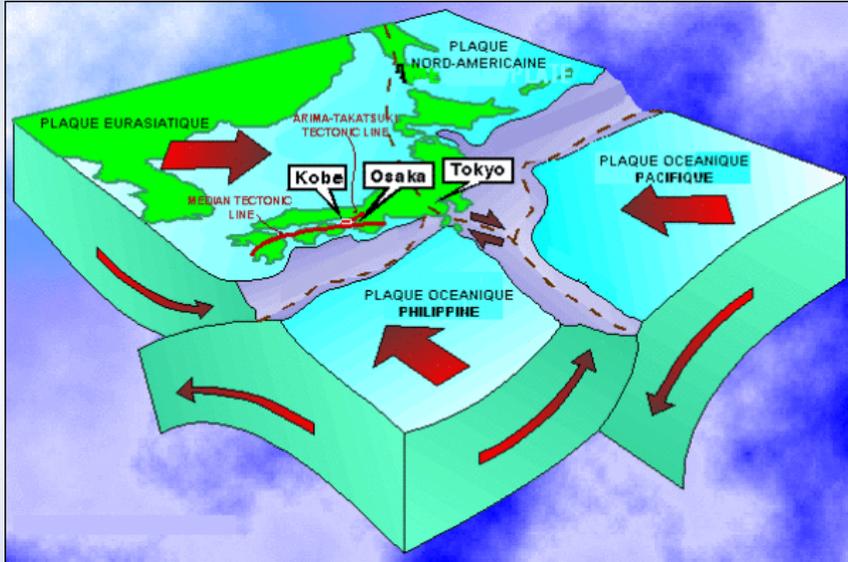
- La loi
  - Ex : Code pénal
  - Ex : Loi pour la confiance dans l'économie numérique article 17
- Le juge :
  - Article 14 et 15 du code civil
    - Étranger si France – Français meme si étranger
  - Une « ambition naturelle »
  - Un résistance de l'autre

## 2. Risques juridiques

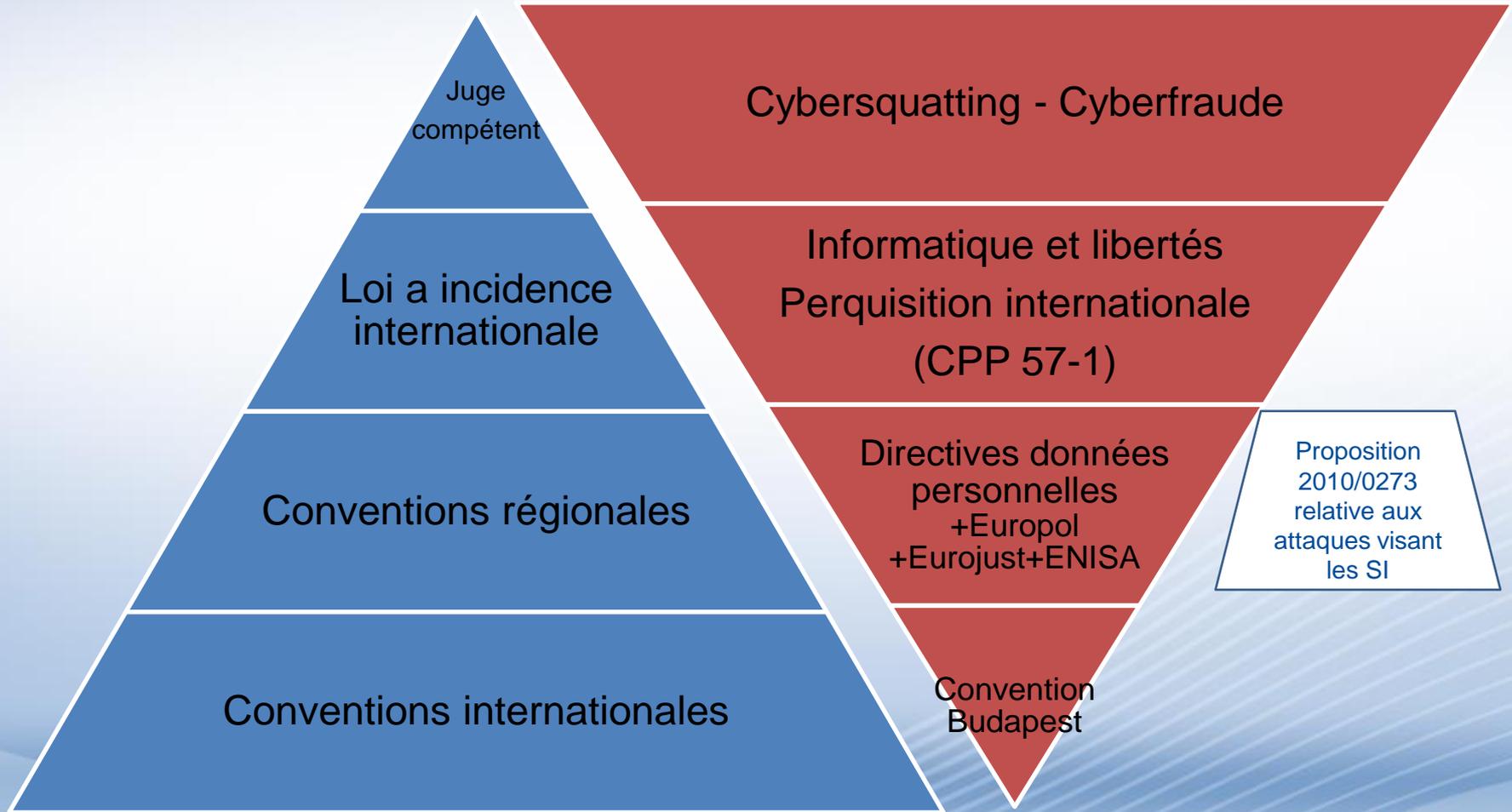
1. Le risque macro
2. La réalité
3. Les risque micros



# 2.1 Le risque macroscopique



## 2.2 Réalité juridique - Zones de « confort »



## 2.2 Réalité juridique - Zones de ruptures

- Technologique
  - Crypto
  - Biométrie
  - Signature électronique
- Principes de base
  - Protection de l'entreprise
  - Protection du consommateur
  - Protection du salarié
  - Protection du secret
  - Protection de l'Etat

## 2.3 L'international « en demande »

- Risque 1 = Non conformité
  - Conséquences : juridique / économique
  - Surtout le document ne vaut rien (ex / Charte)
- Risque 2 = Non protection
  - Ex : dépôt œuvre
    - Non protection en cas de piratage
- Risque 3 = Confidentialité
  - Échanges avocats // « without prejudice »
  - « Publique » ou « published »
  - L'accès à l'information

## 2.3 Ligne « en défense »

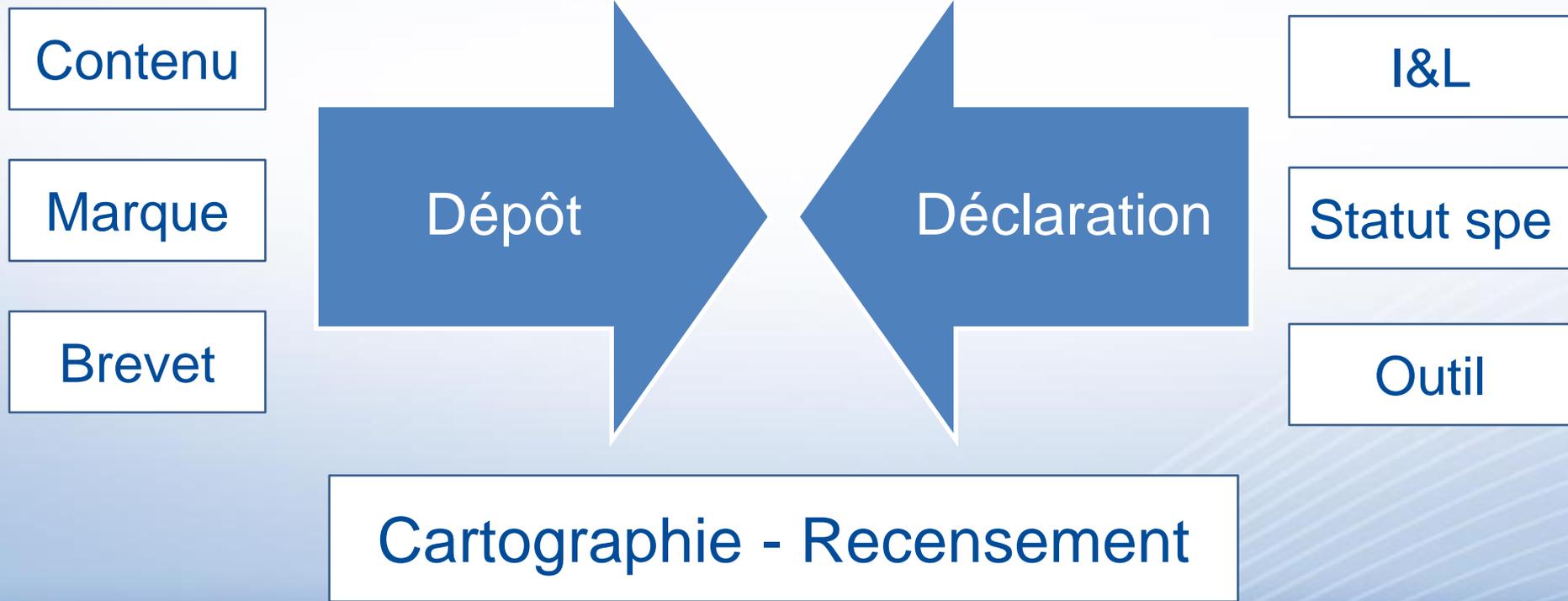
- Compétence juridique et judiciaire pluri-nationale
- Actions nationales a effet étranger
  - Notification / Requete ID ...
- Réalité =
  - Difficulté
  - Priorité
  - Délais
- Effet de l'inaction

# 3. Les outils d'une « bonne » gestion

1. Démarches
2. Gouvernance
3. Contrats
4. Actions
5. Assurance



# 3.1 Les démarches ...



## 3.2 Gouvernance Worldiwe – Les basiques

Charte utilisateur

Charte administrateurs et droits étendus

Charte prestataires extérieurs

## 3.2 Gouvernance Worldiwe – Les spécifiques

Charte éthique

Politique de  
conservation /  
suppression des  
documents numériques

Whistleblowing

Guide opérations de  
contrôle (Forensic)

## 3.2 Guide des opérations de contrôle (Forensic)

### Fond

Préambule  
Objet  
Principes directeurs  
Champ d'application  
Déclenchement  
Personne habilité  
Personne concernée  
Présence de tiers  
Huissier ou équivalent  
Autorité judiciaire  
Autorité policières  
Modalité pratiques du contrôle  
Analyse des éléments  
Gestion du risque  
Conservation des éléments  
Communication des éléments  
Portée  
Évolution

### Forme

A1 – Liste des personnes habilités à réaliser un contrôle  
  
A2 – Liste des experts  
  
A3 – Modèle de convocation  
  
A4 – Modèle de rapport de contrôle  
  
A5 – Modèle de rapport d'analyse

### Déploiement

Option 1 – Information  
Option 2 – Discretion ...

## 3.3 Les contrats

Conditions générales de SI

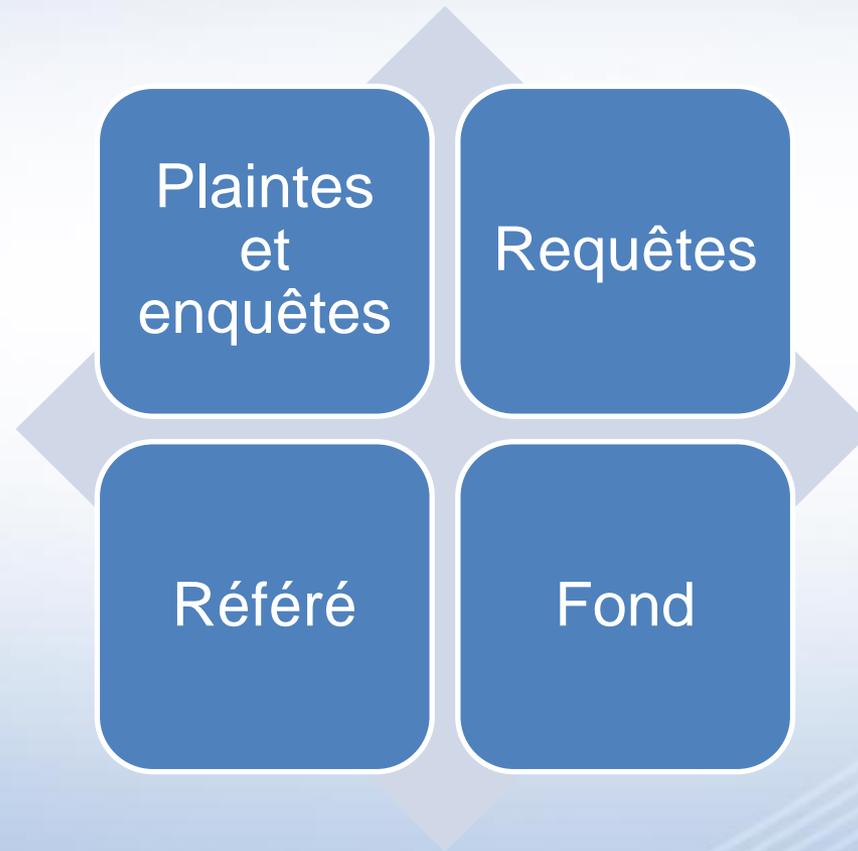
Protocole d'audit

Biding corporate rules (BCR)

## 3.3 ... et sur les contrats !



## 3.4 Actions



## 3.5 Assurance

- Ex : Databreach
- Deux intérêts
  - Force d'intervention 360
  - Couverture financière
- Etat des lieux
  - Limité
  - Avenir = Règlement UE



# 4. Démarche

1. Pré-requis
2. Solutions
3. Analyse d'écart



# 4.1 Pré-requis = Un réseau



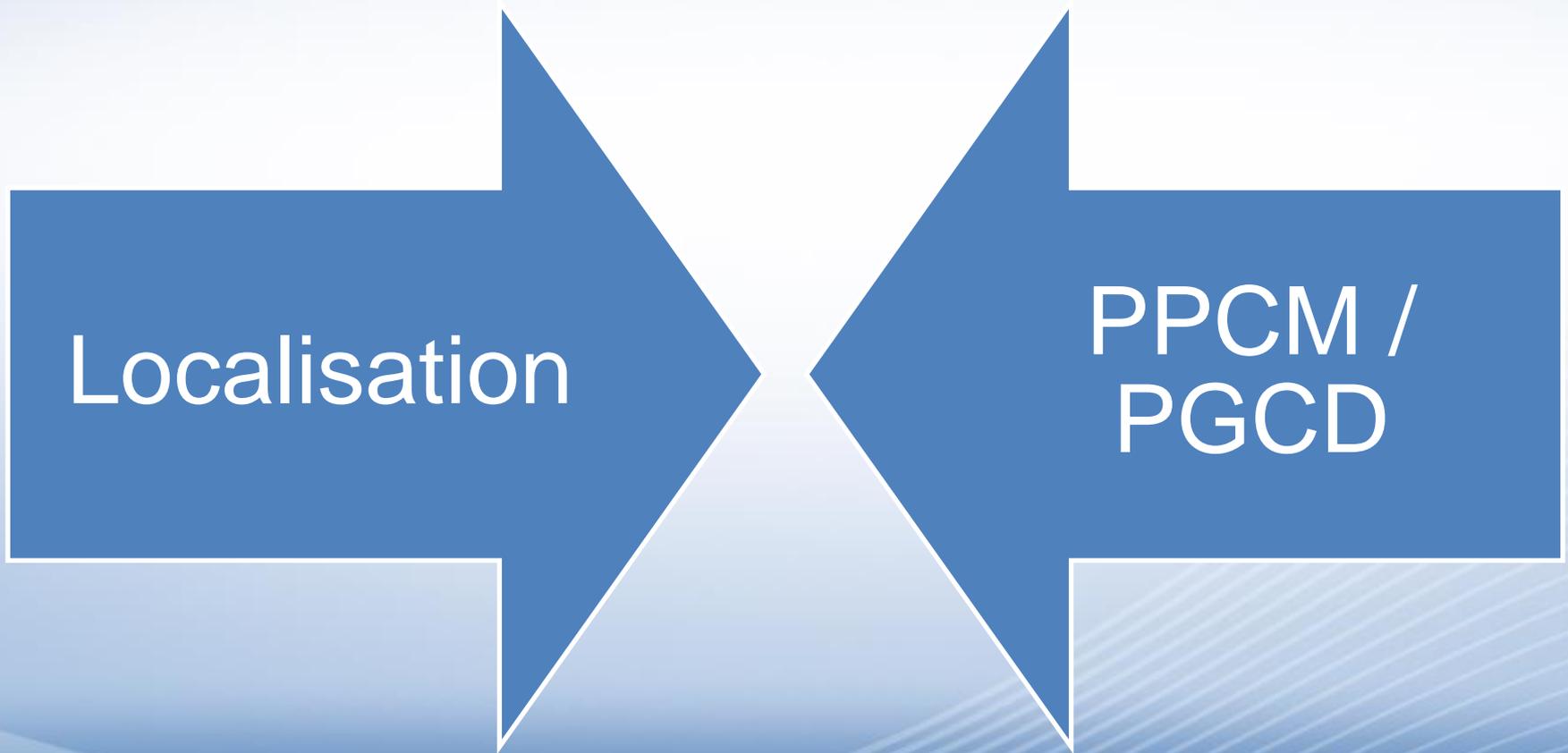
Global network of attorneys specialized in emerging technology law



## 4.2 Méthodologie dangereuse – Centralisation / décentralisation

- Centralisation
  - économique
    - Possible juridiquement
      - Contrainte de mise en œuvre = systématisation
  - Centralisation technologique
    - Quasi impossible
      - Faux sur un plan juridique
- Décentralisation
  - Manquement & Fraude à la loi

## 4.3 Méthodologie opérationnelle



## 4.4 Principe commun et étude d'écart...



### Etude d'écart

Droit de base  
(référentiel)

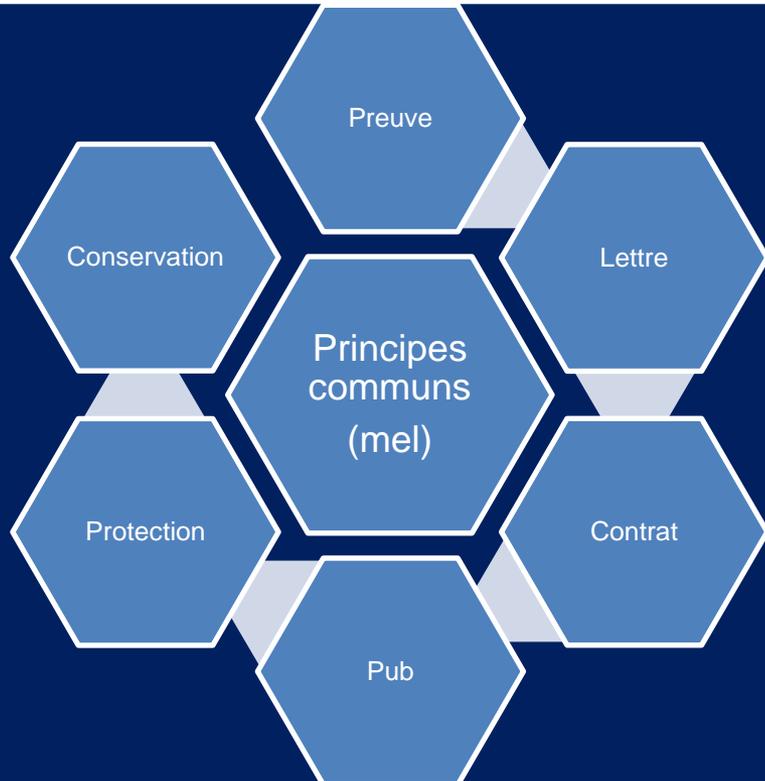
Droit EU  
Cas 1 – Règlement  
(analyse de conformité)

Cas 2 – Directive  
Cas 3 – Pas de texte  
(analyse d'écart)

Droit hors EU  
Analyse d'écart

## 4.4 Principe commun et étude d'écart...

### Principes communs



### Etude d'écart

Droit de base  
(référentiel)

Droit EU  
Cas 1 – Règlement  
(analyse de conformité)

Cas 2 – Directive  
Cas 3 – Pas de texte  
(analyse d'écart)

Droit hors EU  
Analyse d'écart

## 4.5 « Notre » outil... - IDCard

### IDCARD - "IT POLICY"

Topics	Sub-themes	Remarks	References
<b>Preliminary questions</b>	Policy provisions	Is there any void or unlawful provision in such policy under your country legislation?	
		Is there any mandatory provision in such policy under your country legislation? Is it missing here?	
<b>Regulations of the I.S.</b>	Main legislation	Is there any legislation in your country that would require specific provisions to be included in such policy?	
	Authorities recommendations	Are there any recommendations in your country coming from national authorities dealing with this specific matter?	
		Is there any governmental / ministerial approval required in your country?	
Specific legislations	Is there any specific legislation dealing with cyber-surveillance of employees in your country?		
<b>Adoption and implementation formalities</b>	Status of the document	Is this type of document mandatory in your country or not?	
	Adoption process	Is there any specific legislation applicable to the adoption of such policy in your country?	
	Implementation process	Are there any specific process regarding the implementation of such policy in your country to make it legally enforceable?	
		Does such policy require a specific approval in your country from the employees and/or their representatives?	
		Do the employees have to sign such a policy?	

# 5 conseils

1. Identifier « sa » couverture géographique
2. Politique de conservation/suppression des documents numériques
3. Guide de l'enquête numérique (Forensic)
4. Binding corporate rules
5. Clauses de droit applicable France

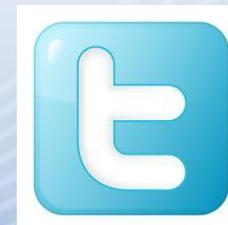
**MERCI**

# Informations

- **ALAIN BENSOUSSAN AVOCATS**  
58 boulevard Gouvion-Saint-Cyr Paris 17<sup>e</sup>  
Tél. : 33 1 82 73 05 05  
Fax : 33 1 82 73 05 06  
[paris@alain-bensoussan.com](mailto:paris@alain-bensoussan.com)



- **Eric Barbry**  
Mob. : 33 6 13 28 91 28  
[eric-barbry@alain-bensoussan.com](mailto:eric-barbry@alain-bensoussan.com)



Lexing est une marque déposée par Alain Bensoussan Selas

# Crédits photos

- Conception et réalisation du support
  - Alain Bensoussan avocats © 2014
- Crédits photos :
  - © Zothern-Fotolia.com
  - © Ktsdesign-Fotolia.com
  - © KonstantinosKokkinis-Fotolia.com
  - © Argus-Fotolia.com